

## CHAPITRE XIV

Incident aux funérailles du colonel Tourre (3 mai). — Départ de M. Eloin. — Démission de M. de Arrangoiz. — Union des anciens partis contre l'Empire. — Santa-Anna à l'île Saint-Thomas. — Son manifeste du 8 juillet 1865. — Mort de Doblado. — Seconde affaire de Tacambaro. — Joie de l'Impératrice Charlotte. — Le général Brincourt dans l'extrême-Nord. — Note diplomatique remise par M. Bigelow à M. Drouyn de Lhuys (26 juillet). — Appréhensions du gouvernement français. — Lettre confidentielle de Napoléon III au maréchal Bazaine (17 août). — Le Maréchal exécute ces ordres. — Impopularité. — Instructions du ministre de la Guerre (31 août). — Armée d'observation à Brownsville et à Brazos. — Le général de Castagny à Durango. — Rapport du général Brincourt. — Lettre de ce dernier (17 octobre). — Minces résultats de tous ces faits de guerre. — Opinion du général Neigre.

Dans la nuit du 3 mai, un violent incendie ayant éclaté à Puebla, les zouaves du 3<sup>e</sup> régiment s'étaient portés au secours des habitants des maisons en feu ; quelques-uns s'étaient même aventurés dans les étages supérieurs. Le colonel Tourre, emporté par

son ardeur, s'était lancé sur leurs pas pour les rappeler ; mais, un plafond s'effondrant sous ses pieds, il avait été précipité dans un brasier ardent : son corps, carbonisé et méconnaissable, n'avait été retrouvé que le lendemain.

Cette mort héroïque avait excité la pitié et l'enthousiasme de la population, qui suivit en foule son cercueil. Seul, sur le parcours du cortège, un licencié, qui choisissait assurément mal son occasion, trouva là matière à insulte pour les Français. Arrêté aussitôt, il fut traduit devant un conseil de guerre, qui le condamna à cinq années de travaux forcés. Six semaines après, l'Empereur mettait à néant l'arrêt de notre justice militaire et graciait notre insulteur.

Il serait difficile d'expliquer une telle mesure si Maximilien n'avait eu la main forcée par quelques-uns de ses ministres. Quoi qu'il en soit, cette maladresse blessa vivement et justement les susceptibilités de l'armée.

Ce n'était pourtant pas l'instant pour le gouvernement impérial de s'aliéner ses seuls défenseurs : l'armée mexicaine, toujours en projet, ne s'organisait guère, et les tristesses comme les préoccupations s'accumulaient autour du Souverain. Par moment, il comprenait tout le mal que lui faisaient la présence et les conseils de M. Eloin : il n'avait cependant point l'énergie de rompre avec lui. A la fin, il usa du stratagème qu'il employait pour éloigner les gens qui lui déplaisaient : il inventa une mission en Europe, et expédia M. Eloin, le 20 mai, au-delà des mers. Mais

M. Éloin devait, pour le plus grand malheur de Maximilien, conserver sur son esprit une toute-puissante influence.

Quelques semaines plus tard, un incident bizarre se produisit qui fut, pour le Souverain, plus blessant qu'une insulte ouverte. On lut dans les journaux une lettre adressée par le préfet de Morelia à l'Empereur : ce fonctionnaire ne gardait guère de ménagement. Il entrevoyait, disait-il, le triomphe du parti révolutionnaire, *non en raison de sa propre force, mais en raison de la faiblesse du gouvernement, qui n'avait pas d'idées fixes, pas d'unité d'action*, et il déclarait donner sa démission pour échapper au ridicule réservé aux fonctionnaires publics dans son département.

Une autre démission fut plus sensible encore à Maximilien, celle d'un intime confident, de l'ouvrier de la première heure pour ainsi dire, M. Francisco de Arrangoiz, son ministre plénipotentiaire auprès des cours de Londres, de Bruxelles et de la Haye. Elle lui arriva également en juin 1865. Elle avait pour but de protester contre plusieurs de ses actes, notamment contre la position faite au chef de cabinet, M. Éloin, auquel M. de Arrangoiz devait adresser toutes ses dépêches, au lieu de les transmettre directement à son supérieur hiérarchique, le ministre des Affaires étrangères.

Ces faits auraient dû avertir l'Empereur de la nécessité de donner un vigoureux coup de barre et de prendre des résolutions énergiques : l'effet produit fut tout autre. Il lui suffit des acclamations plus ou

moins sincères qui l'accueillirent, le 6 juillet, pendant la cérémonie destinée à fêter l'anniversaire de sa naissance, pour lui rendre son insouciance habituelle. Il présida la séance d'ouverture de l'Académie, en nomma président M. Ramirez, « dont les dispositions ont toujours été parfaitement hostiles à l'élément étranger<sup>1</sup> », et, le 13 juillet, il instituait une nouvelle commission de Révision du style, destinée à revoir les projets de lois ou décrets, à en corriger les défauts de style, et à examiner s'ils ne contenaient rien de contraire aux lois et décrets antérieurs.

Et, pendant ce temps, l'audace des anciens partis croissait en raison de la faiblesse du gouvernement. L'union se faisait contre l'empire de tous ses adversaires d'autrefois : une portion du parti conservateur restée fidèle à Santa-Anna négociait une entente avec Juarez ; de tous côtés, des émissaires circulaient entre les différents chefs. L'administration mexicaine laissait faire.

Pourtant le danger était grand de ce côté : le parti santa-anniste possédait, grâce à son chef, une puissance énorme qui manquait aux juaristes, l'argent. L'ancien président était colossalement riche, et semblait tout prêt à sacrifier sa fortune entière au triomphe de sa cause. Le maréchal Bazaine fut renseigné sur ce point d'une piquante manière. Un lieutenant d'état-major, M. Gaston de Béarn, s'étant arrêté dans l'île de Saint-Thomas, eut l'idée d'aller voir Santa-

1. Rapport politique.

Anna. Avec cette hardiesse et cet esprit d'aventure si naturels à la vieille noblesse française, il mit aussitôt son projet à exécution. Il ne savait trop comment il se présenterait, ni surtout comment il serait reçu : il se fia au hasard. Mais en cette occasion la fortune favorisa son audace, et sa démarche eut un plein succès, ainsi qu'on va le voir par la relation qu'il en fit alors :

... Nous avons déjà parcouru une partie de la ville sans penser qu'il pût y avoir quelqu'un à visiter à Saint-Thomas, lorsque je me souvins que le célèbre général Santa-Anna, qui fut plusieurs fois Président du Mexique, habitait Saint-Thomas.

Ce Santa-Anna compte parmi ses hauts faits d'avoir vendu une partie du Mexique aux États-Unis ; on assure qu'il trouva à cette opération une trentaine de millions de francs de bénéfice, et qu'il tomba plusieurs fois en récidive, car on lui donne une fortune de plus de 120 millions.

Ce fut pendant sa présidence que les Français attaquèrent le Mexique en 1836, et prirent en quelques heures Saint-Jean d'Ulloa, réputé imprenable. Ce fut encore sous lui qu'une armée des États-Unis commandée par le général Scott entra à Mexico, mais tellement dénuée de tout qu'elle dut acheter des vaincus la permission de repartir, et qu'il fallut envoyer une deuxième armée chercher la première.

J'avais grande envie de voir ce personnage et de causer avec lui ; mais j'avais deux compagnons, dont l'un, étant en uniforme, et l'autre, étant diplomate belge, craignaient de se compromettre. Moi qui n'étais ni en uniforme ni Belge, je me fis conduire par un négriillon chez Santa-Anna.

Je fus introduit dans un énorme salon, meublé avec le plus grand luxe, à l'européenne, mais un luxe lourd et sans goût. Au bout de quelques instants entra une dame, la señora Dolorès, femme de Santa-Anna, qui me dit en espagnol qu'elle regrettait de ne pouvoir me parler ma langue natale

*l'allemand*, mais qu'elle et son mari ne parlaient qu'espagnol.

Je vis que j'étais pris pour un officier allemand, et je me laissai faire.

La señora Dolorès est une grande femme blonde, d'un blanc mat, environ trente-cinq ans, a dû être fort belle et est encore bien. Elle m'a dit qu'elle était très heureuse à Saint-Thomas, que le climat était superbe, lui faisait grand bien, etc...

Pour la femme de ce riche nabab, M<sup>me</sup> de Santa-Anna avait un drôle de costume : des pantoufles en velours rouge devenues feuille-morte par long service, une robe en indienne vert pomme plissée comme un sac, et des manches à gigot : c'était fort laid.

Au bout d'un quart d'heure entra le général, vêtu à la française, tout en noir. M<sup>me</sup> de Santa-Anna se retira.

Après quelques banalités, ayant dit au général que j'allais visiter le Mexique, il commença à me raconter longuement son histoire, puis ajouta : « Les Français sont des orgueilleux, des insolents : si en 1836 je n'avais pas perdu ma jambe, ce qui consterna mes troupes, pas un d'entre eux n'aurait échappé. Je les ai chassés une première fois du Mexique, je les en chasserai une seconde. J'ai aussi une police très-bien faite au Mexique, et je sais que, pour une bande qu'on détruit, il en renaît dix autres. Les Français fusillent les Mexicains comme des chiens, mais cela fait bien : ça réveille leur patriotisme. Cette conduite soulève contre la France l'opinion publique, et j'ai la promesse des États-Unis qu'ils interviendront au mois de décembre. Ils mettront leurs armées et leur crédit à ma disposition. Ils n'attendent pour se déclarer ouvertement que la réunion du Congrès, qui aura lieu à cette époque. D'ici à un an tous les Français seront détruits et je serai à Mexico. Le peuple mexicain avait accueilli Maximilien croyant qu'il lui donnerait la paix ; mais il est mou, incertain, et joue un rôle ridicule : il est aux ordres d'un général français,

« et, si Napoléon donne un ordre, il est plus obéi au Mexique que Maximilien. Cela humilie la nation, qui sait bien que la Sonora sera démembrée de l'empire, et cédée à la France si Napoléon le veut... etc... »

Moi, toujours pris pour un allemand, je n'avais pas grand chose à dire, et le général se lançait de plus en plus; mais l'heure avançait, et je finis par lui dire combien j'étais heureux d'avoir causé avec un homme aussi célèbre.

Là-dessus il me demanda la permission de me confier quelques proclamations pour que je les répande, afin d'éclairer l'opinion publique : j'ai accepté les proclamations, et lui ai demandé si je pouvais en envoyer en Europe. Il m'a dit que plus je les répandrais, plus je lui ferais plaisir, et m'a reconduit avec des poignées de mains sans fin jusqu'au bout de son jardin, qui est fort beau.

Je vous envoie une de ces proclamations.

DE BÉARN,  
Lieutenant d'état-major.

Dans ce long manifeste, Antonio Lopez de Santa-Anna rappelait bien l'adhésion publique qu'il avait donnée à l'empire le 27 février 1864, mais il la qualifiait d'erreur déplorable :

J'ai adhéré à ce système de gouvernement, qui semblait être celui de la majorité, par suite de la déférence que j'ai toujours montrée pour la volonté nationale, et parce que je croyais que les Mexicains, dans l'exercice de leurs droits, s'étaient donnés eux-mêmes les nouvelles institutions, et cherchaient ainsi à concilier l'ordre et la liberté. Erreur déplorable ! *De cette île hospitalière, je contemple avec indignation l'échafaud que la tyrannie arrose du sang de nos frères, dans notre pays bien-aimé !*

Mais il ne s'était pas engagé à fond : il était trop fin pour cela. Il le rappelle avec complaisance :

Compatriotes, si, en lisant mon manifeste de l'année dernière, vous trouvez ces mots : « *Ma conscience et mes convictions sont pour la monarchie constitutionnelle* », rappelez-vous aussi que je vous ai dit : « *Je ne suis pas l'ennemi de la démocratie, mais de ses excès*, et surtout n'oubliez pas que je suis le fondateur de la République... ».

En revanche, il ne trouve qu'une explication assez piteuse pour l'apposition de sa signature sur l'acte rédigé à bord du *Comway*<sup>1</sup> :

Les journaux de la capitale ont affirmé que je reconnais l'intervention française. Cet acte de ma part ne venait pas de ma volonté, mais il m'était imposé par les circonstances. A peine le steamer qui me portait était-il entré dans le port de Vera-Cruz qu'un officier français vint me trouver à bord et me fit savoir que je ne pouvais pas débarquer, et que je devais repartir par le même navire si je ne souscrivais pas immédiatement à toutes les conditions qu'on me présenta écrites en français. Les conditions étaient de reconnaître l'intervention et le monarque élu, et de ne pas faire d'adresse au peuple.

« *Une pareille insolence ne pouvait qu'exciter mon indignation; mais les souffrances de ma femme, que le voyage avait fatiguée, et les conseils de quelques amis qui vinrent me trouver me portèrent à souscrire aux conditions qu'on m'imposait...* »

Il terminait en affirmant son patriotisme, son désintéressement et son amour pour le Mexique :

Mes amis, en m'adressant à vous aujourd'hui, je ne suis mû que par un désir : celui d'assurer votre bonheur et la gloire du Mexique...

1. Voir *Rêve d'Empire*, p. 250, 251.

Compatriotes, dans la journée mémorable du 2 décembre 1822, j'ai adopté cette devise : « *A bas l'Empire! Vive la République!* » et maintenant, du sol étranger où je suis exilé, je répète la même devise avec enthousiasme!

A. L. DE SANTA-ANNA.

C'est ainsi que de nouveaux renforts venaient aux partis dissidents, et remplaçaient les vides que la mort faisait dans leurs rangs. A cette même date, le fameux Doblado mourait aux États-Unis : c'eût été un coup sensible pour les ennemis de l'empire si l'adhésion de Santa-Anna n'était venue en compenser le mauvais effet, et au-delà.

Qu'importait, en présence de cet accroissement lent mais constant des hommes hostiles, que le gouvernement de Maximilien remportât çà et là quelques succès militaires? Cependant celui qui donna un reflet de gloire à ses armes vers cette époque lui causa une grande joie, et avec raison, parce que la victoire était cette fois une revanche vivement souhaitée.

Le lieutenant-colonel de la légion belge, baron Van der Smissen, ne pouvait oublier la défaite subie par quelques compagnies de sa troupe, et quels qu'eussent été les éloges prodigués aux héroïques vaincus, il éprouvait pour lui et pour les siens le désir d'effacer ce souvenir pénible.

Il commandait tout l'État de Michoacan, voisin du Guerrero, qui servait de retraite à de nombreuses bandes de partisans. Il avait pour le seconder dans sa tâche les forces du colonel Clinchant, environ

600 zouaves, et celles du colonel mexicain Mendez, un Indien plein d'énergie et de bravoure, un second Mejia. Tous trois furent informés que les généraux juaristes Arteaga et Pueblita avaient, le 19 juin, attaqué et pris la ville d'Uruapan, et que là, se livrant à leur cruauté habituelle, ils avaient fait fusiller séance tenante le sous-préfet Isidore Paz et le commandant de la place, colonel Lemus.

A ces nouvelles, le colonel Clinchant se met en marche : en trois jours il gagne Uruapan, reprend la ville, poursuit Pueblita, l'atteint, le défait et le tue.

De son côté le colonel Van der Smissen occupe, le 29 juin, Tacambaro, quartier-général des dissidents, et il y reste en observation, appuyé par le colonel Mendez, dont les cavaliers épient les mouvements d'Arteaga, pendant que celui-ci manœuvre pour envelopper la petite troupe belge.

Avec un véritable coup d'œil militaire, le colonel Van der Smissen comprend que le meilleur moyen d'attirer l'ennemi est de lui inspirer confiance par une fausse retraite : il évacue Tacambaro, remonte vers le nord, à Tecario, puis rétrograde encore jusqu'à Santa-Clara, où il transporte ses malades et renouvelle ses approvisionnements.

Arteaga donne dans le piège, et revient dans Tacambaro avec trois mille hommes.

Le colonel Van der Smissen redescend aussitôt vers le sud : il n'a que huit cent cinquante combattants, mais, peu importe ! ils sont animés d'un tel désir de vengeance qu'il n'hésite pas un seul instant ; il les

forme en trois colonnes, et les lance contre l'ennemi. L'artillerie balaie la route; les Belges la parcourent au pas de course, abordent avec un élan admirable les positions qu'Arteaga a crues inexpugnables, escaladent les hauteurs, mettent en fuite la cavalerie, et enfoncent l'infanterie. Au bout d'une heure, la victoire est complète : les Belges enlèvent comme trophées un drapeau, six pièces d'artillerie, et environ 600 armes, parmi lesquelles toutes les carabines perdues au premier combat de Tacambaro.

Cette glorieuse affaire causa partout la plus vive satisfaction, mais dans nul cœur elle n'eut plus de retentissement que dans celui de l'Impératrice Charlotte. Dès qu'elle en eut connaissance, elle prit plaisir à écrire au maréchal Bazaine une lettre où éclate sa joie :

Je suis heureuse parce que nos forces belges ont enfin remporté une victoire *de gros calibre* et vengé leurs malheureux frères. Ce sera une grande consolation en Belgique, car, en dépit de tout l'héroïsme et des services funèbres, tout le monde savait bien que la première affaire avait été rien moins qu'un succès. Je vous recommande l'affaire des prisonniers belges... Il faudrait peut-être payer de quelque stratagème. Les prétentions d'Arteaga me paraissent outre-cuidantes. Le mieux serait de s'emparer des prisonniers sans éveiller de soupçons. Il serait humiliant que l'on pût dire en Europe que l'on néglige des gens qui sont venus se consacrer au Mexique, lorsque rien ne les y obligeait. Je viens de lire, non sans enthousiasme, le rapport de Van der Smissen, qui ne manque pas de nerf. Il faut penser combien cela relèvera les Belges aux yeux du pays, car tout le monde, à commencer par moi, avait pensé qu'ils étaient plutôt l'espérance de l'avenir que d'une grande solidité pour le présent.

L'Empereur écrivit au colonel Van der Smissen une lettre officielle de félicitations; mais, ainsi qu'il arrive trop souvent en pareille occurrence, une certaine rivalité s'établit entre le colonel belge et son collègue mexicain. Mendez trouvait sa part trop petite, et, de fait, il avait grandement contribué à la victoire. On fut obligé d'envoyer l'un dans le Nord et de laisser l'autre dans le Sud.

Cet incident montrait une fois de plus les inconvénients des troupes étrangères, quand celles-ci, ne pouvant combattre sous leur drapeau, ne voulaient pas se fondre dans l'armée mexicaine. Cette mésintelligence contribuait à rendre impossible l'organisation de cette armée. Le général de Thun l'avait compris, et il venait de renoncer à la mission dont on l'avait chargé : il préférerait se mesurer avec les dissidents. Il les battit dans le Huasteca, puis se rendit dans l'État d'Oajaca, auquel, comme on l'a vu, la clémence de l'Empereur et l'évasion de Porfirio Diaz avaient rendu des soldats et un chef.

Le général Douay, parti de Mexico le 9 juillet, était allé prendre possession de son grand-commandement à San-Luis-de-Potosi : rassuré de ce côté par la présence de cet officier supérieur, le maréchal, poussé par le désir répété de l'Empereur, donna au général de Castagny l'ordre de lancer une colonne à la poursuite de Juarez dans le Chihuahua.

La direction de cette opération fut confiée au général Brincourt. Le général de Castagny ne crut pas devoir lui communiquer les instructions que lui avait

reçues à ce sujet du commandant en chef, et qui étaient ainsi conçues :

*Je ne veux d'aucune façon que nos troupes dépassent Chihuahua de plus d'une journée de marche, et, tout en laissant croire que nous resterons dans cette province, le général Brincourt, dès que les troupes seront reposées, se mettra en route sur Rio-Florida, puis sur Durango...*

La diplomatie veut s'appuyer sur la fuite de Juarez de sa dernière capitale pour amener les États-Unis à la reconnaissance de l'empire mexicain : nous ne pouvons faire plus, et ce serait folie que de vouloir le suivre en ce moment dans tous les recoins où il voudra aller.

Le mouvement prescrit commença. Juarez n'attendit pas nos soldats : dix jours avant leur arrivée, il avait quitté Chihuahua avec son fidèle ministre Lerdo de Tejada, et s'était réfugié, à travers des espaces inhabités, à Paso-del-Norte, petit bourg établi sur la frontière même du territoire, à quelques mètres du sol américain. Ce gouvernement fugitif ne désespérait point, et, avec une ténacité et une confiance que nous devons admirer, bien qu'elles nous aient coûté cher, il annonçait bravement au monde diplomatique et sa fuite et sa persévérance dans la lutte :

Paso-del-Norte, 15 août 1865.

Ayant quitté la ville de Chihuahua le 5 courant, le Président de la République est arrivé hier à Paso-del-Norte ; il a ordonné que le siège du gouvernement y serait établi pour le présent.

Ici, comme sur tout autre point de la République où les circonstances pourront rendre convenable que le siège du gouvernement soit établi, le citoyen Président fera tout son

possible pour remplir son devoir avec courage et constance ; il répondra ainsi aux vœux du peuple mexicain qui ne cessera jamais de lutter partout contre l'envahisseur et finira infailliblement par triompher dans la défense de son indépendance et des institutions républicaines.

LERDO DE TEJADA.

Le général Brincourt eût bien voulu répondre à cette audacieuse bravade et poursuivre jusqu'à Paso-del-Norte cet insaisissable adversaire ; mais l'imprudence eût été grande de se lancer à travers un désert sans eau, sans routes tracées : il se fortifia à Chihuahua, et attendit de nouveaux ordres.

Il se trouva qu'à cette époque les appréhensions, un moment calmées, sur la frontière du nord, se ravivèrent brusquement. Le ministre des États-Unis à Paris, M. Bigelow, remettait le 26 juillet à M. Drouyn de Lhuys une note incriminant la conduite de personnes « s'intitulant les représentants du gouvernement impérial mexicain », et terminant par une phrase peu claire, qui contenait clairement une façon de menace. Le gouvernement des États-Unis aurait enjoint au commandant des forces militaires au Texas « de ne permettre aucun mouvement agressif sur le territoire mexicain » aux troupes placées sous ses ordres, « à moins d'instructions spéciales à cet effet du département de la guerre, nécessitées par un état de choses qui n'est pas prévu en ce moment ».

La démarche du cabinet de Washington était assez singulière, car, puisqu'il refusait de reconnaître l'empire de Maximilien, c'était à Juarez qu'il devait s'adres-